

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13  
FAX (1) 43.31.19.83  
CCP 1248.74 - N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1587 - 25 avril 1991 - 3,5 F

### D 1587 BRÉSIL: LA SITUATION ÉCONOMIQUE

Dans l'ensemble de l'Amérique latine, le Brésil illustre, à dimension continentale, la "décennie perdue" sur le plan économique (cf. DIAL D 1551). En effet la stagnation de son économie, le poids de sa dette extérieure, les disparités considérables dans la répartition du revenu national et l'augmentation significative de l'économie clandestine sont autant de signes d'une maladie structurelle qui dure (cf. DIAL D 1449). Les tentatives de redressement économique effectuées par le président Collor - 1er plan du 16 mars 1990 et 2e plan du 16 février 1991 - se révèlent inefficaces: la crédibilité du gouvernement est devenue pratiquement nulle aux yeux de la société brésilienne dans son ensemble.

Le document ci-dessous présente en résumé les données essentielles de la situation économique actuelle. Il est tiré du livre "Société brésilienne et défis pastoraux" édité par la Conférence nationale des évêques du Brésil au titre de la préparation de son plan d'action pastorale pour la période 1991-1994 (pages 40 à 43). On relèvera en particulier que 40% environ des quelque 140 millions de Brésiliens, en 1988, ne disposaient que d'un revenu moyen annuel de 287 dollars, ce qui place le Brésil - 8ème puissance industrielle mondiale - dans le peloton de tête des pays où la disparité des revenus est la plus grande.

Note DIAL

## ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DE LA SOCIÉTÉ BRÉSILIENNE

Si nous considérons la réalité sociale du pays en fonction de l'évolution de son économie au cours des dernières années, nous relevons les points suivants:

### a) Stagnation économique

"L'augmentation annuelle moyenne du produit intérieur brut (PIB) a été de 11,2 % pour la période 1973-1980. Pour la période 1980-1984 la croissance du PIB a été pratiquement nulle, avec détérioration du revenu par habitant. Une certaine reprise de la croissance dans les années suivantes n'a fait que compenser les pertes antérieures" (9).

La stagnation apparaît encore plus préoccupante si l'on analyse la chute du PIB non plus en chiffres absolus mais par rapport à la croissance démographique. En 1989, la croissance du PIB a été de 2,2% et la croissance démographique de 2,1% (10). Rien que pour absorber les 12 millions de jeunes qui arrivent sur le marché du travail jusqu'en l'an 2000, le Brésil devrait croître d'au moins 6% par an (11).

### b) Le Brésil, pays exportateur de capital

Au cours de la décennie 80, le Brésil a effectué des règlements à l'extérieur de plus en plus élevés, en même temps que cessaient totalement les investissements étrangers productifs. Grâce à cet effort exceptionnel et préjudiciable à la consomma-

(9) ONBB, Exigences éthiques de l'ordre démocratique, n° 42, note 5.

(10) O Globo, 8 novembre 1989, p. 19.

(11) Cf. MERCADANTE, A., "Le vent et la voile", Teoria e Debate, 7, 1989, p. 14.

tion intérieure, des soldes commerciaux significatifs ont été obtenus, dont la seule conséquence pratique a été la transformation du pays en exportateur de capitaux.

Les transferts en liquidités (après décompte des rentrées) de ressources brésiliennes vers l'extérieur ont été, en 1989, de l'ordre de 14 milliards de dollars, c'est-à-dire quelque 3,4% du PIB.

Les analystes financiers de New-York reconnaissent eux-mêmes que le Brésil ne reçoit aucun argent frais depuis janvier 1984. Les 5,2 milliards prêtés au Brésil en 1988 ne sont même pas entrés dans le pays car ils ont été simplement utilisés pour la capitalisation des intérêts. Cela veut dire que, dans le registre comptable de la dette, cet argent est passé de la colonne "intérêt" à la colonne "capital", et que nous commençons à payer également des intérêts sur cette somme. C'est ce qu'on appelle "les intérêts sur intérêts".

### c) Dévalorisation des salaires

Au début de la décennie 70 la part des salaires dans le revenu intérieur brésilien était de 40,7%; en 1989 cette part est tombée à environ 30%. Dans les pays développés du premier monde le salaire horaire tourne autour de 14 à 17 dollars, alors qu'au Brésil il est de l'ordre de 1 dollar (12). Le coût au niveau des entreprises (direct et indirect) de la main-d'oeuvre dans notre pays est largement inférieur à ce qu'il est dans les pays avancés, et même dans ce qu'on appelle "les tigres asiatiques". Dans les industries brésiliennes de transformation, par exemple, le coût de la main-d'oeuvre correspond à près des 2/3 des coûts équivalents dans les entreprises de Taïwan ou de Singapour, et à un peu moins de 10% seulement des coûts équivalents dans les entreprises européennes ou américaines. D'après la PNAD (enquête nationale par échantillon de domiciles) de 1988, le pourcentage de travailleurs gagnant jusqu'à 1 salaire minimum (\*) en 1988 a été de 29,1% du total de 61 millions de personnes constituant la population économiquement active du pays, un pourcentage supérieur aux 25,7% enregistrés en 1987 pour cette tranche de revenus (13).

### d) L'économie informelle

Avec la stagnation économique et la dévalorisation des salaires, la population finit par avoir de plus en plus recours à l'économie informelle, laquelle est en pleine expansion. Le Département des comptes nationaux de l'Institut brésilien de géographie et de statistiques (IBGE) estime que l'économie informelle réalise un chiffre d'affaires de 46 milliards de dollars, soit 13% du PIB. Quelque 30 milliards de dollars concernent la branche des services tels que vendeurs ambulants et professions libérales, et le reste les hôtels et motels clandestins, casinos, jeux de hasard, trafic de stupéfiants et contrebande. La production non enregistrée en matière de services s'élèverait à 17% du total du secteur économique, et dans la branche industrielle elle atteindrait 10% de la production totale (14).

### e) Exclusion croissante

Tandis que le contingent des 60% les plus pauvres de la population brésilienne ne détient que 16,4% du revenu national, les 20% les plus riches en accumulent presque 70%. Il s'ensuit que l'indice de l'inégalité sociale brésilienne est plus criant que celui de pays bien plus pauvres, comme le Bangladesh et la Zambie, par exemple, dans lesquels les 60% les plus pauvres détiennent respectivement 32,6% et 22% du revenu national.

Nous arrivons ainsi à la fin des années 80 avec 15% des familles disposant d'un revenu per capita d'1/4 de salaire minimum, et 35% des familles disposant d'un revenu

(12) PIH, LAWRENCE, "A la recherche d'un profil acceptable", Folha de São Paulo, 26 mars 1989, p. A-3. Cf. Jornal do Brasil, 25 septembre 1989, p. 2.

(\*) La notion de salaire minimum au Brésil n'est en rien comparable avec celle prévalant en France par exemple. En valeur elle est au moins dix fois moindre. Cf. DIAL D 1283 et 1449 (NdT).

(13) Cf. Folha de São Paulo, 2 novembre 1989, p. C-10.

(14) Cf. Folha de São Paulo, 13 octobre 1989, p. B-6.

per capita d'½ salaire minimum. Cela signifie que 41% des Brésiliens, soit 53 millions de personnes, reçoivent au maximum ½ salaire minimum (15) (\*\*).

#### f) Augmentation de la rentabilité du capital

Les 500 plus grandes entreprises brésiliennes ont eu en 1988 une croissance moyenne de leurs recettes de 3,7%, assez proche des 4,4% obtenus par les 500 plus grandes entreprises américaines. Sur ces 500 plus grandes entreprises brésiliennes, les 62 se trouvant sous contrôle américain ont eu une rentabilité moyenne de 16,2%, supérieure de 19,2% à celle de leurs maisons mères (16).

Cette évolution positive est encore plus évidente si l'on considère la rentabilité du capital financier. La banque BRADESCO a réalisé, pour l'exercice 1988, un bénéfice en liquidité de 197,944 millions de dollars, le taux de rentabilité du patrimoine étant de 14,7% (17). Son taux de rentabilité du patrimoine en 1989 a été de 21,63%, le deuxième en importance pour la décennie (18). La banque ITAÚ, à l'exemple de sa principale concurrente, a connu en 1989 la meilleure rentabilité des cinq dernières années, avec un patrimoine accru de 15,3% par rapport à 1989 (19). "Tous les bilans de 1989 ont été étonnamment bons. Il est curieux que cela se produise dans une période aussi trouble pour l'économie", estime José Carlos Moraes, président de la banque.

Les 50 plus grandes entreprises multinationales opérant dans le pays ont réalisé 1,94 milliard de dollars de bénéfice, tandis que celui des 50 plus grandes entreprises privées nationales s'élevait à 1,8 milliard de dollars. Les 50 plus grandes entreprises multinationales ont réalisé 17 fois le bénéfice des 50 plus grandes entreprises nationalisées.

La tendance à l'oligopole se manifeste par le constat que les 100 plus grandes entreprises réalisent 50% de la facturation des 500 plus grandes entreprises du Brésil. Sur ces 100 entreprises, 44 sont transnationales (20). Selon le professeur Antônio Carlos Marques Mattos de la Fondation Getulio Vargas, 1,7% seulement des entreprises enregistrées dans le pays comme nationalisées, nationales et multinationales contrôlent plus de la moitié de l'ensemble du marché industriel brésilien (21).

[15] JAGUARIBE, H., et autres, "Brésil: réforme ou chaos", Rio de Janeiro, Paz e terra, 1989, p 87-89.

[\*\*] Pour cette tranche de population, le revenu moyen annuel est l'équivalent de 287 dollars. Cf. Veja, 1er novembre 1989, p. 39 (Ndt).

[16] Ibid., p. 37

[17] Ibid., p. 104-105.

[18] A Tarde, 29 janvier 1990, p. 14.

[19] Jornal do Brasil, 31 janvier 1990, p. 17.

[20] Cf. EXAME, article cité.

[21] Jornal do Brasil, 8 octobre 1989, p. 28.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)